



Communiqué de presse du 16 novembre 2020 des Fédérations syndicales Mines-Énergies CGT, CFE-CGC Énergies, FCE-CFDT et FO Énergie et Mines

### **L'avenir du secteur énergétique menacé !**

Les Fédérations syndicales Mines-Énergies CGT, CFE-CGC Énergies, FCE-CFDT et FO Énergie et Mines ont ensemble, le 28 octobre dernier, abordé l'avenir du secteur énergétique dans sa globalité.

L'actualité autour du projet Hercule désintégrant le groupe EDF en trois entités séparées (vert, bleu et azur) et autour du projet d'ENGIE qui scinderait le groupe en deux entités distinctes (New ENGIE et Solutions) ont été les sujets principaux qui ont conduit les Fédérations syndicales à exprimer leur plus grande inquiétude pour l'avenir des emplois dans les Industries Électriques et Gazières.

Cette inquiétude est partagée par les agents qui font remonter une crainte quant à l'avenir de leurs emplois et au rôle des groupes EDF et ENGIE comme fers de lance de la transition énergétique. L'attitude des Directions de ces deux Groupes pour faire passer coûte que coûte leurs projets de réorganisations, de casse du service public de l'électricité et du gaz, et de suppression massive des emplois est extrêmement anxiogène.

**Face à ce constat, les Fédérations syndicales ont décidé d'appeler les agents des IEG à une journée d'action le 26 novembre prochain. Cette journée devra permettre de faire entendre leurs voix au-delà de leurs entreprises.**

Les Fédérations syndicales Mines-Énergies CGT, CFE-CGC Énergies, FCE-CFDT et FO Énergie et Mines viennent à cet effet d'écrire au Premier Ministre et interpellent dans les jours qui viennent la Présidente de la Commission européenne sur la situation d'EDF.

Aujourd'hui, un nouveau confinement touche le pays et percute l'organisation du travail des électriciens et gaziers. Qu'ils soient en travail à distance, à domicile ou présents sur sites, les agents répondent présents pour permettre la continuité des activités essentielles dans tout le pays, comme ils l'ont toujours fait.

**La journée d'actions du 26 novembre permettra de rappeler aux pouvoirs publics et aux citoyens la nécessité de défendre un modèle de service public guidé par l'intérêt général et qui a largement fait ses preuves.**